L'Anarcho-syndicaliste n°62
décembre 1966
Union des Anarcho-Syndicalistes

LA SITUATION

La situation en cette fin d'année n'est guère brillante. La rentrée d'automne s'est achevée sans que les travailleurs aient obtenu des avantages substentiels. Cette situation s'explique d'abord par l'état de crise larvée où se trouve l'économie capitaliste mondiale à l'hEure actuelle et aussi par l'attitude de capitulation des syndicats face au pouvoir.

CRISE DU CAPITALISME ET POLITIQUE DE "STOP an GO":

La situation économique s'est dégradée aux U.S.A. depuis un an environ avec rapidité, un baromètre que constitue l'industrie automobile est à la baisse. La production stagne et même régresse, ce qui entraîne par voie de conséquence une diminution des affaires dans les industries de l'acier, du caoutchouc, du textile...

L'inflation de la production aux U.S.A. et en Europe depuis la dernière guerre a provoqué l'emballement de la machine économique. Il s'agit donc pour le capitalisme de digérer cette surproduction inquiétante avant que les contre coups les plus dangereux (genre crise économique de 1929) ne se fassent sentir. On procède donc à un ralentissement volontaire de l'économie. On stabilise les prix, les salaires surtout, pour faire baisser la consommation et la régulariser. Les Etats capitalistes laissent s'effondrer les cours de certaines matières premières produites par les pays de tiers monde, ce qui a pour effet d'atténuer la crise économique en régime capitaliste mais, par contre, de la transplanter d'une manière tragique dans les pays sous développés. Ces dix dernières années, les produits d'exportation de l'Amérique Latine ont subi les baisses suivantes: la laine 46%, le zinc 28%, le coton 33%, l'étain 20%$_t$ le cacao 52%, le café 33%. Inutile de dire que pendant le même temps les produits manufacturés achetés par les pays du tiers monde augmentait considérablement. Cet arrêt de l'expansion prévu par les économistes n'a pu être endigué par la guerre du Vietnam a qui pourtant l'on attribuait le rôle de stimulant économique - d'où son intensification ces derniers mois.

Après ce stade de mise au ralenti de l'économie capitaliste on redonnera le feu-vert pour un nouveau cycle d'expansion galopante. Le capitalisme passe donc par un développement cyclique où alternent les périodes de stabilisation et d'expansion économique. Ce sont bien sûr les travailleurs qui font les frais à chaque fois de ces irrégularités dans la croissance économique.

Cette politique de *"Stop and Go"* se retrouve identique à celle des U.S.A. sur le plan européen.

A l'échelon européen se trouve en plus la nécessité de concentrer les entreprises, de baisser les prix de revient afin de faire face dans le cadre du marché commun à la concurrence des entreprises étrangères de la communauté des six et à celle plus dangereuse encore des entreprises américaines tentées par le marché européen plus rentable pour elles désormais.

CONSEQUENCES DE CETTE CRISE POUR LES TRAVAILLEURS:

Aux U.S.A.: La lourde machine économique ne peut plus tourner sans l'intervention de l'Etat qui se fait bien sûr au détriment des travailleurs.

La première tâche de Johnson est d'instituer un contrôle des salaires (intervention de Johnson dans les négociations entre les compagnies aériennes et les mécaniciens en grève).

Par ailleurs il n'est plus question de faire des efforts pour la *«grande société»*. Les noirs, les «petits blancs», les Portoricains resteront dans leur ghetto économique et alimenteront le volant de chômage nécessaire!

La guerre du Vietnam reste plus que jamais nécessaire pour les capitalistes américains. Elle a un effet régulateur de l'économie qui empêche les super-profits de s'effondrer.

Toutes les dépenses non rentables à court terme sont réduites (diminution de la construction de logement et d'autoroutes, par contre les impôts vont être augmentés.

En ANGLETERRE: Le gouvernement anglais doit faire face à une double obligation: sauver la livre sterling et adapter son économie pour entrer dans le marché commun. Le «socialiste» Wilson a bien sûr fait payer la note aux travailleurs. Leurs salaires sont bloqués et le nombre des chômeurs dépasse aujourd'hui le demi-million. (On prévoit plus de 600.000 chômeurs au début de 1967).

La politique réactionnaire de Wilson si elle suscite le mécontentement des travailleurs, n'a guère provoqué de réactions syndicales. On connaît les liens entre le parti travailliste et les Trade-Unions; une fois encore les ouvriers sont les victimes des syndicats inféodés à un parti.

Seuls, Frank Cousins et le puissant syndicat des transports se sont désolidarisés de la politique de Wilson et manifestent leur intention de résister.

En ALLEMAGNE: C'est la fin du miracle économique. Là aussi l'économie entre dans une ère de stabilisation. La grande coalition (démocrates chrétiens et socialistes) a pour but, en dehors des objectifs de politique étrangère, de faire accepter aux syndicats une nouvelle réglementation des salaires, des prix et sans doute du droit de grève. On sait les liens qui existent entre les syndicats et le parti socialiste d'où la nécessaire présence de ce dernier au gouvernement pour faire mieux passer la pillule.

En FRANCE: La situation économique française est régie par la mise en route progressive du marché commun.

Le but à atteindre est clair: *«L'intérêt de la France est d'avoir les prix les plus bas possibles en vue de résister efficacement à la concurrence étrangère»* a déclaré Pompidou récemment (Le Monde du 25.11.66).

Pour baisser les prix de vente il s'agit de diminuer les prix de revient, c'est-à-dire d'agir sur tout ce qui peut gréver ces prix de revient.

En premier il faut bloquer les salaires. C'est aujourd'hui chose faite avec le plan de stabilisation. Pour peser sur ces salaires il suffit d'avoir un réseau de chômeurs prêts à accepter n'importe quel emploi. (Le Vème plan prévoit 600.000 chômeurs en 1970).

La Sécurité Sociale est également un élément dont se plaignent tous les patrons, et qui empêchent, disent-ils, d'avoir des prix compétitifs. Rien d'étonnant dans ces conditions si l'on parle de diminuer les remboursements et d'augmenter les cotisations des salariés. La revue patronale *«Actualités Industrielles lorraines»* va même jusqu'à préconiser dans son numéro 99 le retour à une assurance individuelle et volontaire!

Tous les investissements sociaux, non directement rentables sont limités. Récemment l'état vient d'augmenter les taux d'intérêt dans les prêts consentis aux H.L.M. pour la construction. La conséquence ne se fera pas attendre: le Secrétaire de l'union des organismes d'H.L.M. prévoit pour l'année prochaine une augmentation des loyers de l'ordre de 30 ou 40%. Quant aux I.L.N. un loyer de 750 Fr pour un F4 sera considéré comme normal!

Une autre nécessité dûe à la concurrence internationale est la concentration des entreprises. Les grosses entreprises ont des prix plus compétitifs et plus rentables par conséquent. Les petites usines doivent fusionner pour s'adapter sinon elles sont absorbées par les grosses ou disparaissent simplement.

Ces fusions se multiplient ces derniers temps : accord Renault-Peugeot ; fusion des banques ; Citroën-Michelin «mange» Berliet ; association USINOR-sidérurgie Loraine.

Les conséquences de ces concentrations d'entreprises sont particulièrement néfastes pour les travailleurs. Toute fusion s'accompagne de licenciements d'ouvriers qui ne peuvent se recaser. Ceux qui retrouvent un emploi se trouvent généralement déqualifiés, ce qui provoque une baisse de salaire (cf. les mineurs). Un autre aspect de cette politique de fusion, c'est la volonté manifeste du pouvoir de donner à la main d'oeuvre une mobilité qui puisse s'adapter aux nécessités des implantations industrielles .

Pour mettre en place cette économie adaptée au marché mondial l'Etat doit s'assurer la coopération des patrons et la docilité de la classe ouvrière.

Le cadre de son action c'est le Vème plan. Debré déclarait il y a quelques temps: *«La forme que prend l'intervention de l'Etat est naturellement variable suivant les circonstances. On en voit l'aspect principal dans le plan qui fixe des priorités et des objectifs précis. Comment ces priorités seront-elles satisfaites et ces objectifs atteints? Les conversations «coopératives» entre l'Etat et les industriels avec le plus souvent possible l'information des syndicats, représentent me semble-t -il la meilleure voie pour les années présentes et les années à venir»*. (Le Monde du 26.11.66)

La réforme de l'enseignement vient compléter ce Vème plan. Elle est l'instrument nécessaire pour fournir le pourcentage de cadres nécessaires et surtout la masse de travailleurs non qualifiés aptes à toutes les mobilités et sur lesquels on pourra toujours faire peser la menace du chômage au cas où ils leur prendrait l'envie de revendiquer des salaires plus élevés.

La récente loi sur la formation professionnelle parachève cet édifice en mettant pratiquement dans les mains du patronat la formation professionnelle d'une bonne partie des jeunes et des travailleurs à recycler.

La réforme administrative et le nouveau quadrillage militaire (affectation de défense) sont les autres chaînons de cette réorganisation de l'exploitation capitaliste. Ils constituent surtout un contrôle de toute la fonction publique (docilité des fonctionnaires) et une barrière toute prête en cas de troubles sociaux.

Pourtant le pouvoir, s'il n'hésite pas à employer la force brutale quand c'est nécessaire, préfère avoir une classe ouvrière chloroformée, des syndicats dociles. *«La collaboration des syndicats à la politique économique est plus nécessaire que par le passé... La concertation, puis l'association doivent se substituer progressivement à la revendication dans l'entreprise comme dans l'état»* a déclaré Pompidou. (Le Monde du 12.10.66).

On endort les syndicats dans des commissions (Toutée, Grégoire) où ils se trouvent ligotés avant de leur offrir les deux grandes réalisations du régime: le Sénat économique et l'association Capital-Travail qui leur permettront de s'intégrer complètement.

QUELLE EST L'ATTITUDE DES SYNDICATS?

Ce qui caractérise les syndicats aujourd'hui, c'est leur réformisme, un réformisme impuissant et sans perspectives mobilisatrices.

Ce réformisme prend d'ailleurs des aspects très différents selon qu'il s'agit de F.O. ou de la F.E.N. d'un côté et de la C.G.T. et C.F.D.T. de l'autre, la C.G. T. et la C.F.D.T. toutes deux inféodées à un parti ou à une confession mise ouvertement sur la participation (C.F. D.T.) ou l'électoralisme (C.G.T.). Aucune discusión de tendance n'est possible en leur sein. A F.O. et à la F.E.N. les révolutionnaires peuvent encore faire entendre leur voix et c'est peut-être pour cela, que ces deux centrales sont plus réticentes vis-à-vis de tous les organismes d'intégration mis en place par le pouvoir.

Attitude de la C.G.T. - C.F.D.T.:

Ces deux centrales sont responsables de toutes les grèves éparpillées, rotatives qui sévissent depuis la rentrée d'octobre: grèves dans les P. T.T., grèves de deux heures dans la métallurgie (8.9.11), rassemblement du 23 novembre, journée d'action du 14 décembre etc...

Où veut-on en venir avec toutes ces actions sporadiques et sans lendemain? Verra-t-on bientôt la grève mentale? De telles méthodes démobilisent et démoralisent la classe ouvrière .

La C.G.T. et la. C.F.D.T. ont refusé de rompre avec le pouvoir et participent toujours aux commissions gouvernementales (Toutée, Grégoire...). Rien d'étonnant de la part de la C.F.D.T. Son rêve le plus cher n'est-il pas d'associer le monde du capital et celui du travail?

La C.G.T. toujours attachée à la hiérarchie, a une attitude plus ambiguë vis-à-vis de l'intégration et de l'association Capital-Travail. Mais les positions de sa partenaire restreignent chaque jour sa marge de manoeuvre.

Cette association C.G.T.-C.F.D.T. ne va pas toujours très bien. Quelques grincements se font entendre ici et là. Au dernier congrès de la métallurgie C.G.T. des militants ont réclamé une prise de position sans équivoque de leur centrale vis-à-vis de l'association Capital-Travail et ont déclaré: *«Nous voulons bien de l'unité avec la C.F.D.T. mais pas pour collaborer avec les patrons».*

Le récent contrat proposé par la C.F.D.T., F.O. et la C.G.C. à l'E.D.F. est encore un exemple de ces tiraillements entre la C.G.T. et la C.F.D.T. Ce contrat présente des aspects négatifs car les syndicats acceptent le cadre des salaires fixé par le Vème plan. Mais ce n'est pas ce côté qui a empêché la C.G.T. de se joindre aux autres centrales syndicales. C'est bien plutôt parce que l'originalité de ce contrat, la seule d'ailleurs, est de dénoncer le système des augmentations de salaires hiérarchisée: il demande une augmentation plus élevée à la base qu'au sommet. Cela la C.G.T. ne pouvait l'admettre.

L'accord C.G.T.-C.F.D.T. n'est pas un pas vers l'unité syndicale comme on voudrait nous le faire croire. C'est un Front Unique d'appareils qui ont découvert qu'ils avaient chacun intérêt à faire un bout de chemin ensemble. Mais cela n'empêche pas leurs objectifs d'être différents (voir les positions électoralistes par exemple). Selon la tactique bien connue du Front Unique. Reste à savoir qui mangera l'autre?

De toutes façons, c'est la véritable unité syndicale qui pâtit d'une telle association. D'ailleurs les perspectives que la C.G.T. et la C.F.D.T. offrent aux travailleurs ne sont pas des perspectives électoralistes. C'est Descamps (C.F.D.T.) qui déclarait à Europe 1: *"...l'action se poursuivra pendant la campagne électorale. Naturellement, pendant celle-ci, beaucoup de nos militants qui sont engagés politiquement seront plus pré-occupés des élections législatives. Il est donc possible que pendant cette période l'action n'ait pas la même ampleur".*

Quant à la C.G.T. elle aussi recommande de bien voter pour résoudre tous les problèmes. Les voyages de Kossyguine puis de Brejnev s'incrivent dans le cadre de cette action électorale. Le caractère de ce voyage est d'ailleurs ambigu. C'est une propagande pour le P.C. mais en même temps une caution à la politique étrangère de de Gaulle favorable à l'U.R.S.S. Ce qui montre bien le peu d'envie des communistes de voir de Gaulle battu. Les appareils syndicaux de la C.G.T.-C.F.D.T. et le pouvoir procèdent à une véritable campagne d'intoxication pour persuader les gens que les élections vont tout changer. Les travailleurs, eux, ont peut- être perdu leurs illusions depuis longtemps à ce sujet.

Il est significatif de cette campagne de voir des militants révolutionnaires entrer dans cette mascara. de électoraliste au nom de l'anti-parlementarisme.

Attitude de F.O. et de la F.E.N.:

Le grand problème pour les syndicats réformistes à l'heure actuelle est de résister à l'accord C.G.T.-C.F.D.T. et de savoir comment ils pourront éviter de s'intégrer dans le futur Sénat Economique, et refuser la fameuse Association Capital-Travail sans se trouver «matraqués» par le pouvoir et distancés par la C.G.T. et la C.F.D.T.

Cette double préoccupation explique leurs réactions actuelles. F.O. et la F.E.N. refusent de s'associer aux grèves rotatives. F.O. n'a, pas participé à la journée d'action du 23 novembre non plus que la F.E.N. qui n'a pas accepté d'être mise en demeure, de suivre des mots d'ordre qu'elle n'avait pas discutés. Ces deux centrales préconisent des mouvements d'ensemble sans montrer toutefois une grande envie de

les voir mis sur pied, la résistance à l'accord C.G.T.-C.F.D.T.se fait à F.O. Suitout grâce à la présence en son sein d'une minorité révolutionnaire. Récemment à Saint-Nazaire un grave désaccord a opposé la section F.O. à la C.G.T. et la C.F.D.T. Ces deux centrales à la suite d'une discussion sur les horaires de travail n'ont-elles pas réclamé la généralisation des heures supplémentaires, la section F.O. a diffusé un tract expliquant son désaccord et montrant que le rôle du syndicat n'était pas d'approuver ou de réclamer des heures supplémentaires mais bien au contraire de revendiquer la réduction des horaires (Révolution prolétarienne de novembre 66).

La F.E.N. est actuellement la charnière du mouvement syndical et, plus que F.O. elle subit la pression de l'accord C.G.T.-C.F.D.T. Les partisans de cet accord à l'intérieur de la F.E.N. comme à l'extérieur font actuellement le «forcing» pour la faire basculer de leur côté car ils savent bien que s'ils y parvenaient, F.O., seule, ne pourrait résister. Ce serait à ce moment la mort du mouvement syndical en France. Les réformistes de la F.E.N. se défendent d'ailleurs contre ces attaques mais en refusant d'aborder les problèmes au fond. Les cégétistes ont pratiquement investi le syndicat de l'enseignement secondaire (S.N.E.S.) et se servent de ce levier pour agir au sein de la F.E.N. Le S.N.I. malgré toutes ses dérobades reste l'élément le plus solide. Il a d'ailleurs placé son homme à la tête de la F.E.N. pour essayer de contrôler les événements. Il a quand même dû céder du terrain au dernier congrès de la F.E.N. puisqu'il a été obligé d'admettre que des contacts pouvaient être pris avec la C.F.D.T. à titre exceptionnel en cas de coup de force ou de menace grave. Une telle formulation aurait été impensable il y a quelques années. Serait-ce un premier pas vers une capitulation?

PERSPECTIVES:

Quelles que soient ses difficultés, le capitalisme a su jusqu'à ce jour les surmonter à temps et le «stop and go» qu'il pratique aujourd'hui est une preuve supplémentaire de sa faculté d'adaption.

Les syndicats constituent la seule force capable de remettre en question les structures mêmes de cette économie capitaliste. Aussi ces syndicats sont-ils l'objet de toutes les pressions, de toutes les menaces. Le syndicat c'est la bête noire, il faut l'intégrer ou le détruire. Même dans les pays autoritaires c'est le dernier bastion de résistance au capitalisme. Que reste-t-il en Algérie en face de Boumédienne sinon l'U.G.T.?

En est-il autrement en France? Tous les efforts du gouvernement tendent à domestiquer les organisations syndicales, à les faire participer à des organismes d'intégration où l'on espère bien les chloroformer définitivement. Il y a belle lurette que le pouvoir capitaliste se moque des autres opposants.

Voit-on de semblables efforts pour bâillonner les partis? Non, on les laisse s'agiter librement dans la marmite capitaliste qu'ils ne peuvent ni n'ont l'intention de menacer sérieusement. Même un renversement électoral n'aurait guère de conséquences pour l'économie capitaliste. Ceux qui n'en seraient pas convaincus peuvent regarder agir le travailliste Wilson.

Malheureusement les dirigeants des centrales syndicales (en particulier la C.G.T. et C.F.D.T.) agissent comme s'ils avaient beaucoup plus confiance dans le bulletin de vote que dans l'action directe. Le devoir des militants révolutionnaires est clair. Ils doivent oeuvrer pour que l'on redonne à l'action syndicale la priorité absolue sur toute autre. Il ne s'agit pas d'accepter n'importe quelle action, mais d'ouvrir des perspectives révolutionnaires.

Dans l'immédiat il faut d'abord empêcher les syndicats de sombrer dans l'intégration. La rupture avec tous les organismes mis en place par le pouvoir (commission Toutées, Grégoire, carte scolaire etc...) est nécessaire comme premier point. C'est à partir de cette volonté de résistance que doit s'organiser la lutte. Lutte pour un mouvement d'ensemble de toute la classe ouvrière sur une plate-forme commune. Lutte sur des bases révolutionnaires où l'on doit bannir tout ce qui est anti-unitaire (la hiérarchie des salaires notamment). Lutte qui implique l'abandon du jeu de massacre que constituent les grèves catégorielles et rotatives.

Lancer les travailleurs dans la lutte, c'est aussi leur rappeler ce pour quoi ils se battent, c'est leur

montrer que, tout mouvement d'ensemble réussi est un pas vers la société sans classes. L'expropriation capitaliste et la prise du pouvoir économique restent les buts du syndicat (cf Charte d'Amiens). Il est bon de le redire dans une période où l'on parle volontiers de tout changer avec un bulletin de vote. Avoir le pouvoir politique ne signifie pas: faire la Révolution Sociale et économique, et, c'est cette révolution là qui intéresse les travailleurs.

Nous devons expliquer aux travailleurs que, seule, la gestion ouvrière de l'entreprise et de toute l'économie, peut abolir les classes sociales. Cette gestion ouvrière est d'ailleurs le meilleur antidote à opposer aux projets capitalistes d'Association Capital-Travail. Prendre en main l'entreprise est la première réaction des travailleurs lorsqu'une révolution éclate (cf les conseils ouvriers de Hongrie) et c'est de cette réaction naturelle qu'il faut partir pour montrer le danger de toute autre forme de contrôle de l'entreprise.

Il faut différencier, gestion ouvrière et contrôle ouvrier. Le contrôle ouvrier n'est qu'une parodie de gestion où un comité élu devient rapidement une nouvelle caste autoritaire. La gestion doit se faire de bas en haut de l'échelle économique, par les travailleurs eux-mêmes.

Dès la Révolution cette autogestion doit être mise en place sans attendre - pas de stade transitoire - et se fédérer localement, régionalement, par industrie etc... Le fédéralisme, à tous les étages de l'économie est un impératif démocratique et économique. Démocratique d'abord, car c'est le seul moyen qui puisse éviter l'installation d'une bureaucratie de parti. Economique ensuite car il est le lien indispensable pour compenser les inégalités de développement entre les régions; il est également le moyen de répartir les produits et d'organiser l'infrastructure économique nécessaire à tous (transports, matières premières, éducation etc...).

Ces buts, il faut non seulement se battre chez nous pour les atteindre, mais aussi créer des liaisons syndicales internationales qui préparent l'organisation nouvelle des travailleurs. Cette organisation internationale révolutionnaire, de principe fédéraliste, pour être durable et efficace ne doit pas ressembler à ces internationales politiques (Illème et IVème) où le sectarisme et l'autoritarisme des idées ne permettent de regrouper qu'un nombre restreint de travailleurs.

LA FIEVRE MONTE... CHEZ LES POLITICIENS

Discussions, rencontres, entrevues «décisives», colloques, congrès, désaccords, accords «en vue», déclarations «importantes», conférences de presse..., ces messieurs amusent la galerie et s'efforcent de conditionner la masse.

A gauche et à droite, dans l'opposition (qu'ils disent!) ou au gouvernement, on «élabore», on publie des listes, on prend de vitesse l'adversaire.

A droite, on se dit «de gauche» et on se prête des intentions «sociales». A gauche, on fait risette aux «républicains de progrès», les socialistes s'affirment depuis longtemps plus «démocrates» que «partageux» ; les communistes, découvrent «la voie (de garage) parlementaire au socialisme», vantent les aspects «positifs» de la politique gaulliste, jusqu'à l'Elysée où ils assistent aux congratulations Kossyguine-De Gaulle. Bien entendu, ces idéologues impénitents, ne sauraient s'attarder désormais au si subalterne problème de la laïcité et vous chercherez; à la loupe, dans leur programme futur, leur désir de suppression des lois anti-laïques.

Mais, la lutte de classes continuant, puisqu'il y a toujours des exploiteurs et des exploités, le problème pour les aspirants aux sièges parlementaires, est de faire cesser ces conflits d'un autre âge entre patrons et ouvriers qui risquent de troubler le «jeu» électoral. Pour ce faire, et outre le conditionnement des masses par la presse, la radio et la télé, outre la démagogie électoraliste des tenants du pouvoir et de ceux qui voudraient bien les y remplacer, il faut absolument faire “entrer dans le jeu” les syndicats dont les appareils, contre vents et marées, ont encore de l'influence sur trop de travailleurs.

C’est ainsi que «vingt-six militants de la. C.G.T., de la C.F.D.T., de F.O. et de la F.E.N.ont signé un manifeste pour faire croire aux travailleurs que l’élaboration d’un programme commun entre «partis de gauche», peut remplacer l’action directe de classe.

C’est ainsi que se multiplient, sous la poussée des cégétistes-céefdétistes, les paragraphes de motions où l’on réclame peu ou prou l’engagement des travailleurs dans la bagarre électorale.

C’est ainsi qu’à Toulouse, le 5 décembre, lors de la visite Kossyguine, accompagné de ministres gaullistes , les manifestations revendicatrices des travailleurs, n’eurent pas lieu en raison de l’opposition de la C.G.T. Il n’eût sans doute pas été bon de rappeler à Monsieur K2 que son «tour de France» s’effectuait en toute cordialité et coexistence joyeuse avec les représentants au gouvernement du patronat capitaliste.

La, fièvre, hélas, monte aussi chez d’autres qu’on aurait cru de tempérament plus solide.

«Informations Ouvrières» nous «informe» que l’O.C.I., trotzkyste, «présente» deux candidats dans la région parisienne. Bien entendu, I.O.dénonce le «parlementarisme bourgeois», rappelle le bilan parlementaire des trente dernières années, démystifie la «voie parlementaire au socialisme» ; en somme justifie sa décision par la nécessité d’utiliser toutes les occasions de propagande (argument bien connu).
.

Mais l’O.C.I. utilise aussi, et ce n’est pas nouveau, une autre explication: *«Il faut contraindre les dirigeants ouvriers à se soumettre « à la volonté ouvrière... Il faut unir les travailleurs et leurs organisations sur un programme...La deuxième condition c’est que les militants ouvriers de la S.F.I.O., de la C.G.T., de la C.G.T.-F.0. et de la F.E.N. exigent de leurs dirigeants qu’ils rompent avec les représentants des patrons et réalisent le Front Unique sur un programme de classe... Nous expliquerons la nécessité de voter ouvrier pour défaire De Gaulle aux élections. Non pour un candidat bourgeois Mendès-France ou Mitterand, mais pour un candidat présenté par les organisations ouvrières».*

Il serait très plaisant de faire à l’intérieur de la S.F.I.O., classée «Organisation Ouvrière» par I.O. , une chasse au dahu afin d’y découvrir des militants ouvriers; il serait utile de savoir combien il reste de travailleurs de base au Parti Communiste, quand on l’aura privé des gens de l’appareil, cadres du Parti et de la C.G.T., grands intellectuels ambitieux et petits intellectuels fiers de leur «progressisme» , voyageurs d’Intourist que la vue du tombeau de Lénine, de la Place Rouge et du Kremlin ont idéologiquement convertis.

Mais enfin et surtout, comment laisser espérer que l’on puisse *«contraindre à se soumettre à la volonté ouvrière»* des appareils dont on dénonce sans arrêt et avec raison les tares irrémédiables?

Comment laisser entendre qu’on puisse *«unir les organisations»* actuelles de travailleurs sur un programme anti-capitalistes ? N’est-ce-pas là perpétuer la fidélité de ces travailleurs aux appareils existants?

Comment appeler à voter *«non pour un candidat bourgeois Mendès-France ou Mitterand, mais pour un candidat présenté par les organisations ouvrières»*? Donc, alors pour Mollet (de Suez et d’Algérie) et Waldek-Rocket (de Budapest) ? Donc, pour ceux qui ont fait voter Mitterand aux présidentielles?

On est en pleine ambiguïté, en pleine aberration. Au nom sans doute, de *“l’efficacité ouvrière»* et de l’action consciente de *«l’avant-garde»*!

Pour les Anarchos-syndicalistes, ce n’est pas d’aujourd’hui que date leur condamnation des comédies électorales: leurs grands ancêtres, pour lesquels ils ne pratiquent pas le culte de la personnalité, l’ont fait, il y a un siècle et parfoi plus.

Ils se refusent à cautionner un suffrage universel devenu l’arme de la bourgeoisie (consultations dites libres de peuples conditionnés, aux U.S.A. et ailleurs) et du totalitarisme (parti unique, candidats officiels).

Ils ne détourneront pas l’attention des travailleurs de la seule voie possible à leur émancipation;
-l’organisation des exploites hors des partis et des gouvernements,
-l’action directe de classes en vue de l’autogestion économique et sociale.

Sans commentaires!

Nous reproduisons ci-dessous un article paru dans «L'USINE NOUVELLE», de décembre 66. Ce jugement d'origine patronale sur l'action des syndicats ouvriers n'a besoin nous semble-t-il d'aucun commentaire.

"PAR DIZAINES DE MILLIERS"

«Le 23 novembre, environ 20.000 personnes, selon les estimations les plus optimistes, ont participé à Paris, devant la Bourse du Travail, au meeting revendicatif organisé conjointement par la C.G.T. et la C.F.D.T.

Si l'on rapproche le nombre des participants à celui des seuls métallurgistes de la région parisienne le pourcentage s'établit à 4%. Il est bien faible si l'on considère que d'autres secteurs tels que la chimie, le bâtiment, les cuirs et peaux et la céramique étaient aussi appelés à manifester. D'ailleurs «l'Humanité» avec une discrétion inhabituelle s'est bornée à faire état de «dizaines de milliers» de participants.

Les consignes de débrayage dans la métallurgie parisienne ont été modestement suivies; environ 5 à 6% seulement des travailleurs ont cessé le travail pour une durée moyenne d'une heure trente. C'est le plus faible pourcentage enregistré depuis longtemps.

On constate donc une lassitude des salariés pour des mouvements dont ils ne saisissent pas bien l'utilité et dont les consignes sont imprécises et diversifiées selon les régions et les entreprises.

Cette impression a d'ailleurs été confirmée au cours du dernier Congrès de la métallurgie C.G.T. où plusieurs délégués ont critiqué les formes d'action utilisées jusqu'à présent et constaté la fatigue des travailleurs devant ces grèves courtes et répétées. M. Lucien POSTEL, secrétaire de la Fédération, a déclaré en outre que les effectifs de la Fédération avaient diminué. Un tel aveu n'est pas habituel et on peut se demander ce qui se passe dans les autres syndicats si les cégétistes n'acquittent plus leur cotisations. Enfin si l'accord C.G.T.-C.F.D.T. a été finalement approuvé par le congrès, ce ne fut pas sans réticences».

POUR TOUTE CORRESPONDANCE, S'ADRESSER A :

Michel GATINEAU 107 rue Jean Jaurès ST. FLORENT LES NIORT (DEUX SEVRES)

C.C.P. 2493-81 NANTES

ABONNEMENT: 6.00 F. les 10 numéros

ABONNEMENT DE SOUTIEN: 10.00 F.

Le Directeur-Gérant: Jacques METIVIER St Léger-lès-Melle 79 - MELLE.